

Bulletin trimestriel d'information sur la nutrition



Gestion des données nutritionnelles L'expérience du Burkina Faso s'exporte



Enquête nutritionnelle nationale 2025
La malnutrition aiguë en dessous du seuil critique



Souveraineté alimentaire
592 milliards de francs CFA mobilisés en faveur de
l'Offensive agropastorale et halieutique

Editorial

Plan national de développement : une place de choix accordée à la nutrition	03
---	----

Actualité

Sécurité sanitaire de l'alimentation de rue : Des acteurs de contrôle formés pour être plus opérationnels sur le terrain	04
--	----

Sécurité sanitaire des aliments : Des journalistes et communicateurs à l'école des bonnes pratiques.....	05
--	----

Burkina Faso : Bientôt un arrêté pour réglementer des intrants nutritionnels	06
--	----

Focus

Gestion des données nutritionnelles L'expérience du Burkina Faso s'exporte	07..08
--	--------

Chiffres clés

Enquête nutritionnelle nationale 2025 : La malnutrition aiguë en dessous du seuil critique.....	09
---	----

Souveraineté alimentaire : 592 milliards de francs CFA mobilisés en faveur de l'Offensive agropastorale et halieutique	10
--	----

Note Politique

Investir dans la recherche en nutrition Une priorité stratégique au Burkina Faso	11
--	----

Directrice de Publication

Dr Ella COMPAORE

Rédacteur en chef

Issa OUATTARA

Comité de rédaction

Sery BAOULA

Ibrahim BAYILI

Abel AZONHANDE

Mouonkoun DABIRE

Estelle BAMBARA

Jules TIENDREBEOGO

Louis GANSONRE

Soumahila SEBEGO

Joseph KABORE

Rodrigue KOUAME

Maxime LANGAM

Daniel OUEDRAOGO

Karim COMPAORE

Boureima GNANOU

Bernadin SAWADOGO

Conception

Andy Moussa BAMBA



Dr Ella COMPAORE

Plan national de développement : une place de choix accordée à la nutrition

L'adoption du Plan national de développement 2026-2030 baptisé plan RELANCE, marque un tournant décisif dans l'engagement du Burkina Faso vers la refondation de son modèle de développement. Ce référentiel national, dans lequel la nutrition occupe une place de choix, assure la cohérence d'ensemble entre les politiques, les stratégies et les plans sectoriels. En effet, dans son volet « Développement du capital humain », le plan entend relever le défi suivant : améliorer l'état nutritionnel des populations, notamment des enfants de moins de 5 ans. Un défi en parfaite adéquation avec la vision du Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2025-2029 à savoir « A l'horizon 2029, les Burkinabè bénéficient d'un meilleur état nutritionnel et d'un bien-être social et économique pour un développement durable du pays ».

Les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition sont déjà dans la dynamique à travers la mise en œuvre des interventions à haut impact inscrites dans le plan stratégique multisectoriel de nutrition. A l'heure du bilan, toutes ces actions devraient nous permettre d'améliorer considérablement les indicateurs de nutrition à l'échéance du Plan RELANCE qui prévoit : de réduire la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de cinq ans de 9,2% en 2023 à 6% en 2030 ; de réduire la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans de 20,7% en 2023 à 10% en 2030 ; d'améliorer la proportion d'enfants de 6-23 mois ayant une alimentation minimum acceptable de 26,2 % en 2024 à 30% en 2030 et de réduire la prévalence de la malnutrition aigüe globale chez les femmes enceintes de 3% en 2024 à moins de 1% en

en 2030. L'atteinte de ces objectifs chiffrés exige encore plus d'engagement individuel et collectif. Si les résultats déjà engrangés sont à saluer, les enjeux actuels imposent une vigilance accrue et une remobilisation sans faille de tous les acteurs de la nutrition. J'invite donc les uns et les autres à faire preuve de leur légendaire mobilisation pour la cause de la nutrition au Burkina Faso. C'est à ce prix que nous transformerons la feuille de route du Plan RELANCE en victoires concrètes pour la santé et le développement intégral de nos populations.

Dr Ella COMPAORE

*Secrétaire Technique chargée de
la multisectorialité pour la Nutrition*

Point focal SUN

*Représentante africaine des pays francophones
du comité exécutif (ExCom) du Mouvement SUN*

Sécurité sanitaire de l'alimentation de rue

Des acteurs de contrôle formés pour être plus opérationnels sur le terrain

Le Ministère de la Santé, à travers le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut), a organisé du 5 au 10 juillet 2026 à Bobo-Dioulasso, un atelier de renforcement des capacités des acteurs de contrôle sur les exigences sanitaires, les processus de préparation, le guide d'inspection et de contrôle de l'alimentation de rue. Tenue avec l'appui financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette session avait pour objectif de donner des rudiments nécessaires aux participants pour mieux exercer leur mission.

L'atelier a réuni une quarantaine de participants intervenant dans le contrôle de la qualité de l'alimentation de rue, issus des services techniques déconcentrés, des collectivités territoriales et de la société civile. Les échanges se sont focalisés sur le guide de bonnes pratiques de contrôle officiel pour la restauration de rue au Burkina Faso. Ce guide vise à améliorer les capacités techniques des agents de contrôle, à uniformiser les pratiques d'inspection sur l'ensemble du territoire et à fournir des outils pratiques conformes aux normes nationales et internationales et aux recommandations du Codex Alimentarius qui est un programme de la FAO et de l'OMS. Cette approche a permis aux participants de disposer des outils pour mieux identifier, évaluer et gérer les risques sanitaires.

Pour joindre la pratique à la théorie, des sorties terrain ont été organisées. Elles ont permis aux acteurs d'évaluer les qualités sanitaires des aliments dans les restaurants visités et l'existence des documents requis, conformément aux critères définis. Lors de cette visite, les contrôleurs ont fait des constats sur le manque d'hygiène, l'insalubrité de l'environnement, l'absence de dispositif de lavage des mains, des employés sans carnet de vaccination, etc. Face à ces insuffisances, ils ont formulé des recommandations et suggestions à l'endroit des restaurateurs en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations.



Les participants ont été outillés sur les bonnes pratiques de contrôle des restaurants



Une visite terrain de contrôle dans un restaurant

Sécurité sanitaire des aliments

Des journalistes et communicateurs à l'école des bonnes pratiques

Le Ministère de la Santé, à travers le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut), a organisé, le 29 juin 2026 à Ouagadougou, un atelier de renforcement des capacités des journalistes et communicateurs sur la Sécurité sanitaire des aliments (SSA). Cette rencontre, financée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a permis d'outiller les professionnels des médias sur les risques sanitaires liés à l'alimentation et les bonnes pratiques.

Au Burkina Faso, l'alimentation de rue occupe une place importante dans les habitudes alimentaires des populations surtout urbaines. Ces aliments sont préparés et vendus dans des conditions d'hygiène qui restent souvent à désirer, toute chose qui présente des risques sanitaires pour les consommateurs. C'est dans ce sens que le Ministère de la Santé a développé plusieurs initiatives dont cet atelier de renforcement des capacités des journalistes et communicateurs.

Pour Dr Ella Compaoré, Secrétaire technique chargée de la multisectorialité pour la nutrition, de plus en plus de personnes consomment des repas hors du domicile, d'où la nécessité de mettre l'accent sur les conditions de préparation et de vente dans les restaurants de rue. « *Cet atelier s'inscrit donc dans la dynamique d'outiller les femmes et hommes de médias sur les bonnes pratiques afin qu'ils soient des relais pour mieux sensibiliser les populations* », a-t-elle déclaré.

Les échanges ont porté sur les enjeux de la sécurité sanitaire des aliments, les dangers, les risques et les bonnes pratiques alimentaires ainsi que les mesures de prévention des maladies d'origine alimentaire. Tout en saluant cette initiative, les participants ont souhaité qu'elle soit étendue à d'autres acteurs des médias pour leur permettre de mieux sensibiliser les populations sur les questions de nutrition particulièrement sur la sécurité sanitaire des aliments.



Les journalistes et communicateurs ont été sensibilisés aux risques et à la SSA

Comité de rédaction

Burkina Faso

Bientôt un arrêté pour réglementer l'approvisionnement et l'utilisation des intrants nutritionnels

Le Ministère de la santé à travers la Direction de la Nutrition, avec l'appui financier de l'UNICEF, a organisé du 1er au 5 septembre 2026 à Ziniaré un atelier d'élaboration d'un projet d'arrêté interministériel portant réglementation des conditions d'approvisionnement et d'utilisation de certains intrants nutritionnels. Cet atelier a réuni des participants pluridisciplinaires issus des secteurs de la santé, du commerce, de l'économie et des finances, des forces de défenses et de sécurité.

Les intrants nutritionnels (plumpy nut, plumpy sup, SQ-LNS) sont utilisés pour la prévention ou la prise en charge de la malnutrition chronique ou aiguë. Ces aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) sont donnés gratuitement dans les formations sanitaires sous prescriptions des agents de santé.

Cependant, il est récurrent de constater l'usage détourné de ces intrants qui se traduit par leur présence sur le marché et la consommation par des personnes qui ne sont pas malnutries. C'est le sens de cet arrêté interministériel en élaboration qui vise à encadrer la production, l'approvisionnement, le stockage et l'utilisation des intrants nutritionnels.

Ce projet d'arrêté comporte des dispositions relatives aux conditions d'importation et d'exportation, au circuit de distribution, aux bonnes pratiques de stockage, à la délivrance et à l'utilisation de ces intrants, conformément au protocole de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Il est également prévu des sanctions en cas de violation des dispositions de cet arrêté.

Comité de rédaction



Les participants ont fait des propositions pour mieux encadrer l'utilisation des intrants nutritionnels



Exemples d'intrants nutritionnels

Gestion des données nutritionnelles L'expérience du Burkina Faso s'exporte

Une délégation pluridisciplinaire du Burundi, conduite par Jean Claude Barutwanayo, Directeur de cabinet du Premier ministre burundais, a effectué un voyage d'étude au Burkina Faso du 12 au 19 avril 2026. L'objectif était de s'inspirer de l'expérience du pays dans la gestion des données nutritionnelles particulièrement la mise en œuvre du projet Plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN).

Au cours de son séjour, la délégation a eu des séances de travail techniques et des audiences avec des autorités du Burkina Faso. Dans l'optique de s'imprégner du processus de collecte, de traitement et de diffusion des données dans le cadre de la PNIN, la délégation a rencontré l'ensemble des acteurs multisectoriels de nutrition. Les échanges ont porté, entre autres, sur le dispositif de coordination multisectoriel, l'expérience de la capitalisation des données des Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ainsi que toutes les initiatives de digitalisation des données dans le domaine de la santé en particulier la nutrition.

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a présenté aux visiteurs les plateformes de diffusion de l'information statistique, ainsi que

les mécanismes institutionnels qui soutiennent leur fonctionnement. La délégation a surtout été impressionnée par la Plateforme nationale d'information en nutrition (PNIN), un outil stratégique mis en place pour renforcer le système d'information nutritionnel et améliorer l'analyse des données disponibles. Pilotée par l'INSD, en collaboration avec le ministère en charge de la santé, cette plateforme constitue aujourd'hui un levier important d'aide à la décision. Au-delà des aspects techniques, les discussions ont également porté sur les stratégies de communication déployées pour valoriser les données nutritionnelles auprès des décideurs et des utilisateurs.

Pour Jean Claude Barutwanayo, cette mission représente une opportunité d'apprentissage. « *Nous sommes venus échanger sur les expériences, apprécier les progrès réalisés ici. Au besoin, nous solliciterons*

un appui technique du Burkina pour la mise en place de notre plateforme », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le Directeur général de l'INSD, Toubou Ripama, a marqué la disponibilité de son équipe à accompagner les pays qui sollicitent l'expertise de l'institution dans le cadre de la coopération Sud-Sud.



Séance de travail avec les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition

Une audience avec le Premier Ministre et le Ministre de la Santé

Au cours de l'audience avec le Premier ministre, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, le chef de la délégation a exprimé sa satisfaction pour l'accueil réservé à son équipe. « *Nous sommes venus échanger sur les expériences, apprécier les progrès réalisés ici et identifier les bonnes pratiques que nous pourrions adapter chez nous* », a déclaré Jean Claude Barutwanayo.

Le Chef du gouvernement burkinabè a salué cette dynamique de coopération Sud-Sud et encouragé le renforcement des échanges entre le Burkina Faso et le Burundi. « *Nous sommes convaincus que les solutions aux défis de l'Afrique sont en Afrique. Votre séjour est l'occasion d'un enrichissement mutuel* », a-t-il déclaré.

Un satisfecit général

Au terme de la visite, les membres de la délégation ont exprimé leur satisfaction quant à l'atteinte des objectifs de la mission. Ils ont salué le dynamisme du système de collecte, de traitement et de diffusion des données nutritionnelles. Le chef de mission dit compter sur le Burkina pour aider son pays à mettre en place une plateforme d'information dynamique pour aider à la prise de décision et lutter efficacement contre la malnutrition. « *Nous avons découvert des éléments très enrichissants que nous pourrions exploiter pour renforcer notre propre plateforme* », a indiqué Jean Claude Barutwanayo.



La délégation burundaise a été reçue en audience par le Premier Ministre



La délégation burundaise a été reçue en audience par le Ministre de la Santé

Enquête nutritionnelle nationale 2025

La malnutrition aiguë en dessous du seuil critique

Menée par le Ministère de la Santé du 25 septembre au 17 octobre 2025 sur 18 strates régionales et provinciales, la 17^e Enquête nutritionnelle nationale (ENN) dresse un état des lieux contrasté. Les taux de malnutrition aiguë restent contenus, mais la diversité alimentaire des enfants, elle, reste préoccupante.

L'ENN 2025 indique que la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq ans reste, dans toutes les zones enquêtées, sous le seuil des 10 % fixé par l'OMS. La prévalence la plus élevée est de 8,7 % dans la province le Sanguié, contre 4,7 % dans le Kouritenga.

La malnutrition chronique (retard de croissance) quant à elle, inquiète davantage dans certaines régions. Elle touche 25 % des enfants dans la province de la Comoé, contre 12,4 % dans la Léraba. L'insuffisance pondérale va, elle, de 9 % dans le Boulgou à 16,5 % dans le Sanguié.



Le vrai signal d'alarme : l'assiette des tout-petits

Au-delà de ces chiffres, c'est l'alimentation quotidienne qui interpelle. Dans l'ensemble des strates enquêtées, moins de la moitié des enfants ont bénéficié d'une « alimentation minimum acceptable ». En moyenne, les enfants de 6 à 23 mois, comme les femmes en âge de procréer, ne consomment que trois groupes d'aliments différents, un chiffre inférieur à la valeur recommandée, fixée à au moins cinq groupes d'aliments.

L'autre point faible est que plus de 75 % des ménages, quelle que soit la région, ne connaissent pas les aliments fortifiés de grande consommation, alors que ces produits sont un levier reconnu contre les carences en micronutriments.

Pour ce qui concerne l'allaitement, 98,4 % des nouveau-nés sont mis au sein dans l'heure suivant la naissance dans la Sissili. De plus, 96,9 % des nourrissons sont exclusivement allaités durant leurs six premiers mois dans le Guiriko.

Par ailleurs, le sel iodé est disponible à hauteur de la quasi-totalité des ménages (99,6 %) dans la même région.

La conclusion de l'enquête est donc claire : la malnutrition aiguë sévère recule, mais la diversité alimentaire des enfants reste toujours préoccupante au plan national.

Comité de rédaction

Souveraineté alimentaire

592 milliards de francs CFA mobilisés en faveur de l'Offensive agropastorale et halieutique

Présenté fin juillet 2026 par le Ministère en charge de l'agriculture, le bilan de l'Offensive agropastorale et halieutique (OAPH) 2023-2025 affiche des résultats solides, obtenus malgré un contexte sécuritaire difficile.

Le programme s'est appuyé sur un budget d'environ 592 milliards de francs CFA, financé à 46 % par l'Etat et à 54 % par le secteur privé, avec pour ambition d'assurer la souveraineté alimentaire et de transformer l'économie rurale.

Sur le terrain, la production céréalière a atteint environ 6 millions de tonnes en 2024. Les aménagements agricoles se sont multipliés, soit 11 774 hectares de périmètres irrigués aménagés ou réhabilités ; 41 275 hectares de bas-fonds valorisés, dont 25 031 hectares via l'approche communautaire ; 120 158 hectares labourés gratuitement ou à coût subventionné, et 485 forages à gros débit réalisés pour sécuriser l'accès à l'eau.

Les producteurs ont par ailleurs été équipés de 1 261 tracteurs, 1 235 motoculteurs, 777 semoirs, 1 880 motopompes et 1 545 cages flottantes piscicoles.

Un impact social mesurable

L'offensive a généré 91 027 emplois, dont 26 202 postes permanents, au bénéfice notamment des jeunes, des personnes déplacées internes et des Volontaires pour la Défense de la Patrie.

Le programme a aussi misé sur la diversification agricole : distribution de 500 000 rejets d'ananas, 81 250 souches de bananiers plantains, 31 250 plants de cacao et installation de 18 000 plants de vigne à Bagré et Matourkou, sans oublier le

le développement de la pisciculture, à l'image de la production de tilapias au barrage de Samandéni.

Cap sur 2026-2028

Fort de ce bilan triennal, le gouvernement a annoncé une nouvelle phase pour 2026-2028, avec un investissement annoncé de plus de 840 milliards de francs CFA. Cela confirme sa volonté de consolider ces acquis pour une souveraineté alimentaire durable.

Comité de rédaction



Investir dans la recherche en nutrition

Une priorité stratégique au Burkina Faso

Nonobstant les efforts qui ont permis d'améliorer les indicateurs, la situation nutritionnelle au Burkina Faso demeure toujours préoccupante. En effet, selon l'Enquête nutritionnelle nationale de 2025, les prévalences de la malnutrition chronique varient entre 14,4% et 24,6 % selon les régions enquêtées, tandis que la malnutrition aiguë varie entre 4,4 et 7,6 %. Face à cette situation, la réponse actuelle reste dominée par des interventions d'urgence, qui, visiblement demeurent structurellement insuffisantes. Il est donc indispensable de penser à un investissement accru et durable dans la recherche nationale en nutrition, condition indispensable pour bâtir des solutions adaptées pour lutter efficacement contre la malnutrition.

« La recherche en nutrition, une priorité au Burkina Faso mais qui mérite plus d'investissement »

Dans la Politique nationale multisectorielle de nutrition, la recherche fait partie de l'Objectif stratégique 5.2 : Renforcer les programmes de recherche pour l'atteinte des objectifs de développement en matière de nutrition. Cet objectif entend vulgariser les résultats de la recherche et réaliser les innovations en matière de nutrition. Cela se matérialise sur le terrain par l'existence d'une panoplie de résultats en nutrition et l'organisation des journées scientifiques de nutrition. Mieux, dans le cadre du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) ou Mouvement de renforcement de la

nutrition, le pays a mis en place le Réseau du secteur académique et de la Recherche pour la nutrition (RECANUT) qui développe de nombreuses initiatives de recherches en nutrition. Cette volonté affichée par les différents acteurs mérite un accompagnement à travers une allocation budgétaire conséquente.



Pourquoi investir dans la recherche en nutrition ?

La recherche joue un rôle déterminant dans la prévention et la prise en charge de la malnutrition. En effet, elle permet de disponibiliser des aliments à haute valeur nutritive et de concevoir les aliments thérapeutiques à base des ressources locales permettant ainsi de réduire les coûts d'importation de ces produits. En outre, la recherche apparaît comme un levier important de surveillance, d'alerte précoce et d'anticipation des crises en lien avec la nutrition, comme une réponse rapide et mieux ciblée.

Appel à l'action

Au regard de l'importance de la recherche en nutrition, des actions

peuvent être entreprises pour consolider les acquis. Il s'agit entre autres de :

- **renforcer les instituts nationaux de recherche en nutrition en les dotant d'un financement public pérenne, en lien avec les universités et centres de recherche existants ;**
- **développer des partenariats régionaux pour mutualiser les coûts de recherche et partager les résultats entre pays confrontés à des défis similaires ;**
- **inscrire une ligne dédiée à la recherche en nutrition, dans le budget de la santé ;**
- **former et retenir les chercheurs burkinabè, via des bourses et des postes stables, pour éviter la fuite des compétences vers l'international.**

Face à la malnutrition, le Burkina Faso a besoin d'une réponse fondée sur la connaissance scientifique de ses propres réalités. Investir dans la recherche en nutrition n'est pas une dépense différée : c'est un investissement direct dans la résilience, la souveraineté sanitaire et l'avenir productif de la nation.

Comité de rédaction

JOURNÉES SCIENTIFIQUES DE NUTRITION

THÈME

NUTRITION ET DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE AU BURKINA FASO : VERS UNE PLUS GRANDE SYNERGIE DES INTERVENTIONS ET INTERVENANTS

SOUS-THÈMES

- | | | | |
|----|--|----|--|
| 01 | Nutrition pendant les 2000 premiers jours de vie de l'enfant | 03 | Politiques publiques et gouvernance de la nutrition |
| 02 | Santé et développement de la petite enfance | 04 | Environnement de la petite enfance et du préscolaire |
| 03 | Valorisation des aliments locaux et éducation nutritionnelle | 05 | Systèmes alimentaires |

ACTIVITÉS AU PROGRAMME

- Conférences plénières
- Panels/tables rondes
- Communications orales en atelier
- Communications affichées
- Expositions

INSCRIPTION & SOUMISSION

**Enseignants-Chercheurs
et Chercheurs : 20.000 FCFA**

**Étudiants
(doctorants) : 10.000 FCFA**

**Paielement de stand d'ex
position 50 000 FCFA**

du **8** au **10**
décembre 2026

Lieu

Bâtiment PSUT à l'Université
Joseph KI-ZERBO

CONTACTS & INFOS

(+226) 75126649
(+226) 70566779

www.nutrition.bf
nutrition.burkina@gmail.com

PARTENAIRES